



Les Palestiniens ont d'abord besoin de justice, avant la paix

Description

En Palestine, la « paix » est devenue un euphémisme pour que se prolongent le statu quo et l'occupation israélienne.

Mariam Barghouti à Al Jazeera le 13 novembre 2019



Une femme montre une affiche qui demande « Salam, Shalom » (Paix, Paix) lors d'une manifestation pour la paix en Palestine, à Zurich, le 29 juillet 2014

(Reuters/Arnd Wiegmann).

Peu après son arrivée à la Maison-Blanche, le Président des États-Unis Donald Trump a promis de faire ce que ses prédécesseurs n'avaient pas réussi à faire : négocier un accord de paix viable entre Israël et la Palestine. Trois ans après son entrée en fonction, pourtant, les détails de la partie politique de son soi-disant « accord du siècle » n'ont toujours pas été dévoilés, et la paix reste plus que jamais hors d'atteinte pour la Palestine.

Les Palestiniens ont su dès le départ que l'accord de Trump ne mettrait pas fin à leur réalité coloniale. Ils étaient sceptiques non seulement parce que l'accord allait être rédigé par une équipe spectaculairement inexpérimentée, et résolument pro-Israël, mais encore parce qu'en Palestine, la « paix » elle-même est la base de la trahison.

Les Palestiniens ont appris depuis longtemps que dans le contexte de négociations israélo-palestiniennes, la « paix » prend une dimension particulièrement retorse. Elle est souvent associée à des « solutions » au « problème » palestinien qui sont incapables de donner la justice ou l'égalité au peuple palestinien. Ce fut le cas avec les Accords de paix d'Oslo en 1993 qui ont échoué, et ce sera sans aucun doute le cas aussi avec l'accord suprême de Trump.

Les tentatives pour arriver à une « paix » en Palestine consistent le plus souvent à accorder des « opportunités économiques » aux Palestiniens afin de les convaincre d'abandonner leur lutte pour une existence libre et digne dans leur patrie, et d'accepter les conditions qui leur sont imposées par Israël. Trump avait déjà montré qu'il ne s'en carterait pas quand son équipe a révélé la « partie économique » de son « plan de paix » à la proposition de remettre une somme de 50 milliards de dollars aux Palestiniens pour aider leur économie sans même évoquer l'occupation militaire israélienne alors qu'elle se trouve au cœur des innombrables problèmes économiques, politiques et humanitaires de la Palestine.

Les Palestiniens restent sceptiques devant toute tentative de parvenir à une solution socio-politique mettant l'accent sur la notion de paix parce que nous savons que de telles tentatives réduisent notre lutte à un simple dérangement. Les vendeurs de paix, occidentaux et israéliens, considèrent notre résistance comme un fardeau et comme un témoignage de l'incapacité présumée des peuples du Moyen-Orient à coexister en paix. C'est pourquoi ils nous répètent sans cesse que pour parvenir à la paix, il nous faut d'abord être « tolérants » à ce qui veut dire qu'il nous faut accepter le vol de notre terre et la situation d'apartheid dans laquelle nous vivons actuellement.

La résistance palestinienne, violente comme non violente, est constamment désignée comme « un obstacle à la paix ». Dans le même temps, Israël évoque régulièrement le mantra selon lequel il a le « droit de se défendre ».

Cette semaine encore, ce sont ces mêmes mots que le Premier Ministre Benjamin Netanyahu a prononcés après l'assassinat par Israël du dirigeant du Jihad islamique Baha Abu al-Atta et de son épouse à Gaza. Il en va de même quand les Palestiniens manifestent pacifiquement contre des soldats lourdement armés.

Alors que nous sommes constamment accusés de commettre des actes violents, la violence qui se déchaîne constamment contre nous n'est jamais reconnue. Quand nous ne sommes pas bombardés ou pris pour cibles par des tireurs d'élite par centaines, nous sommes humiliés, opprimés et violentés quotidiennement : que ce soit en passant à un check-point militaire, en étant confrontés à une nouvelle loi discriminatoire israélienne, en étant expulsés de nos maisons, en essayant de manger dans le noir en raison d'une coupure de courant, en nous battant devant les tribunaux militaires israéliens pour prouver notre innocence, en essayant de survivre dans les prisons israéliennes ou en endurant la pression des états policiers qui sont réellement de facto nos gouvernements.

Même la simple tâche d'essayer d'être auprès de ceux que vous aimez entraîne parfois de souffrir d'une variété de micro-agressions par l'occupation étant donné que les Palestiniens de Cisjordanie, de la bande de Gaza et du reste de la Palestine historique restent, physiquement et légalement, séparés les uns des autres.

Pourtant, les efforts pour une « paix » en Palestine exigent toujours des Palestiniens et jamais des Israéliens de faire des concessions et de se contenter de toujours moins : moins de souveraineté, moins de liberté et moins de droits. Année après année, négociateurs, diplomates et politiciens nous demandent d'accepter comme normale l'existence d'une colonie de colons hostiles sur notre terre ancestrale et de l'oppression que nous endurons de la part des occupants israéliens.

C'est pourquoi les Palestiniens se trouvent toujours dans une situation pire après chaque tentative de réaliser une « paix ». Le Protocole de Paris (un corollaire des Accords de paix d'Oslo de 1993), par exemple, a accru la dépendance de l'économie palestinienne vis-à-vis d'Israël, tandis qu'Oslo lui-même a permis de facto un contrôle israélien sur plus de 62 % de la Cisjordanie.

On s'attend toujours à ce que les Palestiniens acceptent n'importe quelle offre d'arbitrage en un « pas vers la paix », et ils sont criminalisés s'ils ne le font pas. Un rejet d'un plan de paix devient un emblème de la réticence palestinienne à réaliser une paix, plutôt que de la reconnaissance de la nature vicieuse d'une solution qui est proposée sans que soit reconnue la nécessité de la justice.

La paix est sans aucun doute ce que veut le peuple palestinien. Mais ils ne conduisent pas une guerre. Ils n'ont aucune armée officielle, aucunes frontières officielles ; ils n'ont aucun contrôle sur leurs ressources et leurs terres ; et même leurs responsables politiques se font parfois assassiner ou incarcérer. Si la paix est vue comme une chose séparée et de plus essentielle que la « justice », alors elle se transforme en une recherche de normalisation d'une oppression coloniale et d'une population silencieuse et aveugle.

Quand il est question du conflit israélo-palestinien, la « paix » est un euphémisme pour que se prolongent le statu quo et la détérioration maintenue du niveau de vie des Palestiniens.

C'est pourquoi il est temps pour les acteurs qui tentent de trouver une solution au conflit israélo-palestinien de concentrer leurs efforts pour, d'abord, instaurer la justice. Ceci implique de mettre fin à l'oppression coloniale de notre peuple, fin aux restrictions à nos déplacements, fin à l'apartheid, de ne plus être traités comme inférieurs des êtres humains, dans notre patrie.

Ce n'est qu'alors, et alors seulement, que la Palestine connaîtra la paix : une paix définie non par l'absence de violence manifeste, mais par la capacité pour tous les habitants de cette terre d'y vivre, d'y s'installer et d'y respirer, librement.

Les propos de l'auteur :

Mariam Barghouti est une autrice palestinienne, de nationalité américaine, basée à Ramallah en Cisjordanie.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Jazeera](#)

date de création
2019/11/29